

Diamant Bleu Responsable

FR0010891226 Part I
FR0010896555 Part S

Prospectus

Le prospectus précise les règles d'investissement et de fonctionnement de l'OPCVM. Ce document fixe un cadre dans lequel la société de gestion s'engage à gérer l'OPCVM et les règles d'administration et de fonctionnement de celui-ci.

I - Caractéristiques générales

I-1 Forme de l'OPCVM

- **Dénomination** : Diamant Bleu Responsable
- **Forme juridique et Etat membre dans lequel l'OPCVM a été constitué** :
fonds commun de placement de droit français
- **Date de création et durée d'existence prévue** : 31 Mai 2010
- **Synthèse de l'offre de gestion** :
Caractéristiques des parts

Part	Code ISIN	Catégorie	Devise	Valeur liquidative d'origine	Souscriptions et rachats	Montant minimum de souscription initiale	Souscripteurs concernés
Part I	FR0010891226	Capitalisante	EUR	1000 €	En montant ou en millièmes de parts	100 000 €	Tous souscripteurs
Part S	FR0010896555	Capitalisante	EUR	1000 000 €	En montant ou en millièmes de parts	5 000 000 €	Tous souscripteurs

- **Indication du lieu où l'on peut se procurer les différentes informations réglementaires** :

Les derniers documents annuels et périodiques, ainsi que le document présentant les principes de la politique de rémunération des collaborateurs sont disponibles sur le site internet de la société et sont adressés dans un délai de 8 jours ouvrés sur simple demande écrite du porteur auprès de :

SAS Diamant Bleu Gestion

63 Avenue des Champs-Élysées
75008 Paris
01 55 27 27 90
www.diamantbleugestion.com

La Financière Responsable

52 rue de Ponthieu
75008 Paris
01 75 77 75 00
www.la-financiere-responsable.fr

Toutes explications supplémentaires peuvent être obtenues auprès de la société de gestion dont les coordonnées figurent ci-dessus.

I-2 Acteurs

Société de gestion Gestionnaire financier par délégation	<p>Diamant Bleu Gestion Société Anonyme Simplifiée Agrément AMF : GP 09 000 009 63 Avenue des Champs Elysées 75008 Paris Tel : +33 1 55 27 27 90</p> <p>La Financière Responsable Société Anonyme Simplifiée Agrément AMF : GP 08000001 52 rue de Ponthieu 75008 Paris</p>
Centralisateur	Diamant Bleu Gestion (voir ci-dessus)
Etablissement en charge de la réception des Ordres de Souscriptions et des rachats	BNP Paribas Securities Services SCA (voir ci-dessous)
Dépositaire Etablissement en charge de la tenue de registre des parts	BNP Paribas Securities Services SCA (voir ci-dessous)
Commissaire aux comptes	Deloitte 185 avenue Charles de Gaulle 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex M. Olivier GALIENNE
Responsable conformité et contrôle interne par délégation	OCR Conseil, SARL 46 rue Ledru Rollin 94100 St-Maur des Fossés
Commercialisation	Diamant Bleu Gestion, La Financière Responsable (voir ci-dessus)
Gestion comptable	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES Société en commandite par Actions, Siège social : 3, rue d'Antin - 75002 Paris, Adresse des bureaux : Grands Moulins de Pantin, 9 rue du débarcadère - 93500 PANTIN
Conseillers externes	Néant

Identité du Dépositaire de l'OPCVM

Le Dépositaire de l'OPCVM est **BNP Paribas Securities Services SCA**, société en commandite par actions, filiale du groupe BNP PARIBAS SA située au 9, rue du Débarcadère 93500 PANTIN (le "Dépositaire"). BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, Société en commandite par actions immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 552 108 011 est un établissement agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et soumis au contrôle de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), dont le siège social est à Paris 2ème, 3, rue d'Antin.

Description des responsabilités du Dépositaire et des conflits d'intérêts potentiels

Le Dépositaire exerce trois types de responsabilités, respectivement le contrôle de la régularité des décisions de la société de gestion (comme défini dans l'article 22.3 de la directive UCITS 5), le suivi des flux espèces de l'OPCVM (comme défini à l'article 22.4) et la garde des actifs de l'OPCVM (comme défini à l'article 22.5).

L'objectif premier du Dépositaire est de protéger l'intérêt des porteurs / investisseurs de l'OPCVM, ce qui prévaudra toujours sur les intérêts commerciaux.

Des conflits d'intérêts potentiels peuvent être identifiés notamment dans le cas où la Société de Gestion entretient par ailleurs des relations commerciales avec BNP Paribas Securities Services SCA en parallèle de sa désignation en tant que Dépositaire (ce qui peut être le cas lorsque BNP Paribas Securities Services calcule, par délégation de la Société de gestion, la valeur liquidative des OPCVM dont BNP Paribas Securities Services est Dépositaire ou lorsqu'un lien de groupe existe entre la Société de gestion et le Dépositaire).

Afin de gérer ces situations, le Dépositaire a mis en place et met à jour une politique de gestion des conflits d'intérêts ayant pour objectif :

- L'identification et l'analyse des situations de conflits d'intérêts potentiels
- L'enregistrement, la gestion et le suivi des situations de conflits d'intérêts en :
 - o Se basant sur les mesures permanentes en place afin de gérer les conflits d'intérêts comme la ségrégation des tâches, la séparation des lignes hiérarchiques et fonctionnelles, le suivi des listes d'initiés internes, des environnements informatiques dédiés ;
 - o Mettant en œuvre au cas par cas :
 - ✓ des mesures préventives et appropriées comme la création de liste de suivi ad hoc, de nouvelles murailles de Chine ou en vérifiant que les opérations sont traitées de manière appropriée et/ou en informant les clients concernés
 - ✓ ou en refusant de gérer des activités pouvant donner lieu à des conflits d'intérêts.

Description des éventuelles fonctions de garde déléguées par le Dépositaire, liste des délégataires et sous-déléguataires et identification des conflits d'intérêts susceptibles de résulter d'une telle délégation

Le Dépositaire de l'OPCVM, BNP Paribas Securities Services SCA, est responsable de la garde des actifs (telle que définie à l'article 22.5 de la Directive 2009/65/CE modifiée par la Directive 2014/91/UE). Afin d'offrir les services liés à la conservation d'actifs dans un grand nombre d'Etats, permettant aux OPCVM de réaliser leurs objectifs d'investissement, BNP Paribas Securities Services SCA a désigné des sous-conservateurs dans les Etats où BNP Paribas Securities Services SCA n'aurait pas de présence locale. Ces entités sont listées sur le site internet suivant :

<http://securities.bnpparibas.com/solutions/asset-fund-services/depositary-bank-and-trustee-serv.html>

Le processus de désignation et de supervision des sous-conservateurs suit les plus hauts standards de qualité, incluant la gestion des conflits d'intérêt potentiels qui pourraient survenir à l'occasion de ces désignations.

Les informations à jour relatives aux points précédents seront adressées à l'investisseur sur demande.

II - Modalités de fonctionnement et de gestion

Cette rubrique comporte l'ensemble des modalités de fonctionnement et de gestion de l'OPCVM

II-1 Caractéristiques générales

- **Caractéristiques des parts ou actions :**

- Nature du droit attaché à la catégorie de parts ou d'actions : chaque porteur de parts dispose d'un droit de copropriété sur les actifs de l'OPCVM proportionnel au nombre de parts possédées.
- Inscription à un registre, ou précision des modalités de tenue du passif : la tenue du compte émetteur est assurée conjointement par BNP Paribas Securities Services (teneur de registre des porteurs et gestionnaire passif) et Diamant Bleu Gestion (centralisation des ordres) en relation avec la société Euroclear France auprès de laquelle le FCP est admis.
- Droits de vote : aucun droit de vote n'est attaché aux parts, les décisions étant prises par la société de gestion dans l'intérêt des porteurs de parts.
- Forme des parts ou actions : au porteur, en nominatif administré ou en nominatif pur.
- Décimalisation éventuellement prévue (fractionnement) : en montant ou en millièmes de parts.

- **Date de clôture de l'exercice comptable** : dernier jour de Bourse du mois de décembre et pour la première fois en décembre 2010

- **Régime fiscal :**

L'OPCVM n'est pas assujéti à l'impôt sur les sociétés. En revanche les distributions ou les plus-values sont imposables au niveau des porteurs de parts. A ce titre, le régime fiscal appliqué aux sommes distribuées par l'OPCVM ou aux plus ou moins-values latentes ou réalisées par l'OPCVM dépend de la situation particulière de l'investisseur. En cas d'incertitude sur sa situation fiscale, l'investisseur doit prendre contact avec un conseiller ou un professionnel.

II-2 Dispositions particulières

- **OPCVM d'OPCVM** : Jusqu'à 10% de l'actif net

- **Objectif de gestion :**

L'objectif de gestion vise à avoir une progression régulière du capital investi sur la durée de placement recommandée de 4 ans, en exploitant la diversité des classes d'actifs dans le cadre d'un objectif de volatilité moyenne annuelle inférieur à 9%, sous la contrainte de la mise en œuvre d'un filtre ISR sur l'intégralité du portefeuille.

- **Indicateurs de référence**

Du fait de son objectif de gestion et de la stratégie suivie, l'indicateur de référence choisi pour ce Fonds est un indice composite élaboré comme suit :

30% Eurostoxx50 (dividendes nets réinvestis) + 70% Bloomberg Barclays Euro Agg Corp 1-3 TR.

L'indice Eurostoxx 50 (dividendes nets réinvestis) est un indice composé d'actions européennes représentant environ 50 des plus grandes capitalisations boursières en terme de flottant et opérant dans les secteurs définis par DJ Stoxx selon la terminologie ICB (Industry classification benchmark). Code Bloomberg SX5T.

L'indice Bloomberg Barclays Euro Agg Corp 1-3 years TR est un indice de performance total return taux et crédit d'un portefeuille composé de titres de créance en euros à taux fixe, émis par des entreprises et de durée comprise entre 1 an et 3 ans. Code Bloomberg LEC1TREU.

- **Stratégie d'investissement**

- **Stratégies utilisées**

La gestion du Fonds Diamant Bleu Responsable, flexible dans son allocation d'actifs, se veut opportuniste et réactive : le portefeuille est diversifié entre plusieurs classes d'actifs mais peut à tout moment être concentré sur une seule classe d'actif (sauf sur les actions dont le montant cumulé ne peut excéder 40% du portefeuille total) dès lors que celle-ci présente à un moment donné les meilleures perspectives de performance.

Le portefeuille sera toujours investi sur des actifs sélectionnés en outre avec une application de critères ISR. Cette sélection sera effectuée par La Financière Responsable. Elle consistera à élaborer et mettre à jour une liste d'émetteurs jugés ISR et donc investissables par le fonds, quelle que soit la nature des instruments émis (papier monétaire, obligataire ou action). Les titres émis par des sociétés seront analysés selon une méthode définie par La Financière Responsable. Cette méthode permet de s'assurer que la sélection des titres émis par une société a été effectuée à la suite d'une analyse complète et systématique des critères environnementaux, sociaux, de gouvernance (ESG) et des aspects financiers. Les obligations et titres de créances non émis par des sociétés seront exclusivement émis par des Etats souverains de la zone euro, considérés comme des Etats compatibles avec des critères ISR. Les fonds monétaires éventuellement utilisés devront répondre aux exigences de critères ISR.

Le fonds a reçu le label ISR Public 2016, délivré par l'AFNOR. Ce label a été confirmé en 2017.

Le Label ISR Public garantit à l'investisseur transparence et traçabilité dans ses placements et est basé sur quatre critères:

- une analyse Environnementale, Sociale et de Gouvernance (ESG) de tout le portefeuille
- la présentation du processus ISR de façon transparente et publique, et le respect du code de transparence AFG/FIR
- la fourniture d'une information au moins trimestrielle sur les caractéristiques ESG des titres
- la publication d'un inventaire complet régulier de la composition du portefeuille

Plus d'information sur www.afnor.org/certification.

Au fur et à mesure que les perspectives relatives des différentes classes d'actifs se modifient, le portefeuille sera ainsi rebalancé en conséquence.

La stratégie mise en place est discrétionnaire, et vise à sélectionner directement ou indirectement via des OPCVM, des instruments financiers liquides de classes d'actifs traditionnels (actions, obligataires, convertibles et monétaires) répondant toujours aux critères ISR. Les investissements en actions sont réalisés par La Financière Responsable. Les autres investissements (monétaires et obligataires, toujours effectués sur des émetteurs considérés comme étant ISR par La Financière Responsable) et la couverture de l'ensemble des risques sont réalisés par Diamant Bleu Gestion.

Allocation stratégique du fonds :

	Investissements	Expositions Nettes indicatives cibles
Placements Actions	0-40%	20-30%
Placements obligataires	0-100%	50-60%
Placements monétaires	0-100%	0-20%

Le choix et les ajustements d'allocations d'actifs sont pilotés autour :

-d'un objectif de volatilité ex-ante moyenne annuelle calculée sur 52 semaines glissantes de 9% maximum ;

Cette contrainte de volatilité interdit au Fonds d'être durablement exposé à 40% en actions ; l'exposition actions sera en moyenne autour de 20-30% de l'AN et pourra ponctuellement atteindre 40% de l'Actif Net

-d'une liquidité quotidienne de la totalité des instruments financiers sélectionnés.

Fonds piloté par les risques

- La philosophie d'investissement du fonds étant en premier lieu axée sur la recherche de limitation des pertes, et dans le but notamment de respecter la contrainte de volatilité moyenne annuelle de 9% maximum, les gérants appliquent systématiquement des stop-loss obligatoires, pouvant varier de -2% à -4%. Les stop profits sont discrétionnaires et plus larges, pouvant varier de +10% à +15%. Les stop loss et stop profits sont donc dissymétriques.
- En outre, le risque déployé est ajusté dynamiquement en fonction de la performance accumulée sur les douze mois précédant la prise de risque. Plus la performance accumulée est importante, plus le risque déployé est élevé (jusqu'à la limite autorisée), et inversement.
- Le pilotage par les risques et les limites qu'il pose, notamment en terme de volatilité et de liquidité, aura pour conséquence, en pratique, de limiter en-deçà des limites fixées ci-dessus l'exposition aux classes d'actifs les plus risquées – notamment sur les petites capitalisations.

Univers d'investissement :

Les titres de créance et instruments du marché monétaire sont libellés en euro, sont issus aussi bien d'émissions privées que publiques et resteront dans un univers « Investment Grade » et conformes aux critères ISR ; la répartition dette privée / dette publique n'est pas déterminée à l'avance et s'effectuera en fonction des opportunités de marché.

Les investissements en produits de taux pourront se faire sur tous les points de la courbe, en privilégiant toutefois le segment [1 an – 10 ans].

La poche obligataire sera gérée à l'intérieur d'une fourchette de sensibilité taux du fonds comprise entre [0,7].

Les actions ciblées de toutes tailles de capitalisations boursières et de tous secteurs confondus sont libellées en euro et émises par des sociétés dont le siège social est situé à l'intérieur de la zone euro ou dont les valeurs sont émises dans la zone euro; elles seront sélectionnées en application de la méthode de gestion intégrale IVA©. L'investissement en actions de sociétés de faibles capitalisations sera toutefois très minoritaire, compte tenu de l'objectif de volatilité et de la contrainte en termes de liquidité des instruments financiers

Le Fonds peut par ailleurs intervenir sur des instruments financiers à terme, négociés sur des marchés réglementés français et étrangers ou de gré à gré. Dans ce cadre, le gérant peut prendre des positions en vue de couvrir et/ou d'exposer le portefeuille aux risques des marchés actions et/ou taux via des futures, options et/ou des swaps, sans recherche de surexposition.

Ces opérations seront effectuées dans la limite maximum d'une fois l'actif net.

- **Actifs utilisés (liquidité quotidienne requise)**

- **Actions**

Le portefeuille peut être exposé à hauteur de 40% maximum de son actif en actions libellées en euro et émises par des sociétés dont le siège social est situé à l'intérieur de la zone euro (ou dont les valeurs sont émises dans la zone euro) de toutes tailles de capitalisations boursières et de tous secteurs confondus, elles seront sélectionnées en application de la méthode de gestion intégrale IVA©.

La poche Actions de l'OPCVM fera l'objet d'une délégation de gestion auprès de La Financière Responsable, pour ce qui concerne les investissements en actions, les couvertures éventuelles étant effectuées par Diamant Bleu Gestion.

L'investissement socialement responsable recouvre l'ensemble des approches qui intègrent des critères sociaux, environnementaux ou plus largement de responsabilité vis-à-vis de la société, dans les décisions de placement et la gestion d'un portefeuille de titres en complément de critères financiers. La Gestion Intégrale IVA© permet d'avoir une approche structurée, disciplinée et souple des critères de l'investissement socialement responsable.

Ces approches prennent différentes formes :

- **Le Développement Durable** : Les critères sont construits sur la base de l'intégration des trois dimensions de la performance (économique, sociale, environnementale), dans l'évaluation des entreprises.
- **L'Exclusion** : Les entreprises exerçant certaines activités ou certaines pratiques, jugées contraires en elles-mêmes aux convictions de l'équipe de gestion, sont exclues des portefeuilles : la participation à la fabrication et l'utilisation de bombes à sous munition et mines anti personnel, l'indifférence avérée au respect des droits de l'homme, la pratique de licenciements secs, c'est à dire sans mesure d'accompagnement autres que celles prévues par la réglementation, au cours des trois dernières années
- **L'Engagement actionnarial** : L'exigence de responsabilité sociale s'exerce, non plus dans le processus de sélection des titres du portefeuille, mais dans la relation avec les sociétés qui le composent (utilisation des droits de vote en AG, pression exprimée dans la relation avec les directions

- Titres de créances et instruments du marché monétaire

Le Fonds pourra également comprendre jusqu'à 100% de l'actif net, des titres de créance et des instruments du marché monétaire.

Les titres de créance et instruments du marché monétaire ciblés sont libellés en euro, sont issus aussi bien d'émissions privées que publiques et resteront dans un univers « Investment Grade », la répartition entre la dette privée et la dette publique étant laissée à la libre appréciation du gérant.

Les investissements en produits de taux pourront se faire sur tous les points de la courbe, en privilégiant toutefois le segment [1 an – 10 ans].

La poche obligataire, lorsqu'elle sera investie, sera gérée à l'intérieur d'une fourchette de sensibilité taux du fonds comprise entre [0,7].

- Parts et actions d'OPCVM

Le Fonds peut être composé jusqu'à 10% maximum de son actif net en parts ou actions d'OPCVM de droit français ou de droit étranger coordonnés et pourront être des fonds indiciels (trackers).

Ces OPCVM pourront le cas échéant être gérés par la société de gestion ou une société liée.

Ils seront utilisés pour réaliser l'objectif de gestion ou gérer la trésorerie.

- Instruments dérivés

Le Fonds peut intervenir sur des instruments financiers à terme et optionnels, négociés sur des marchés réglementés français et étrangers ou de gré à gré.

Dans ce cadre, le gérant peut prendre des positions sur les risque des marchés actions, taux en vue de la réalisation de l'objectif de gestion.

Chaque instrument dérivé répond à une stratégie de couverture détaillée ci-après :

-*Contrats à terme (futures)*. Les contrats à terme peuvent être utilisés pour assurer la couverture partielle ou générale du portefeuille face aux risques des marchés actions et/ou de taux.

Toutes ces opérations sont effectuées dans la limite globale d'engagement hors bilan d'une fois l'actif de l'OPCVM.

-*Options*. Les options peuvent être utilisées pour modifier le profil de résultat attendu en assurant la couverture partielle ou générale du portefeuille aux risques des marchés actions et/ou de taux.

Toutes les opérations, converties en équivalent sous-jacent à terme, sont effectuées dans la limite globale d'engagement hors bilan d'une fois l'actif de l'OPCVM.

- *Opérations de swap, cap et floor*. Ces opérations peuvent être utilisées pour :

- (i) Atténuer le profil de risque du portefeuille ou de certaines classes d'actifs détenues en portefeuille ;
- (ii) Reconstituer de façon synthétique des actifs

Toutes les opérations, converties en équivalent sous-jacent à terme, sont effectuées dans la limite globale d'engagement hors bilan d'une fois l'actif de l'OPCVM.

- **Titres intégrant des dérivés** : warrants, EMTN simples, BMTN et bons de souscription.

Dans une optique de couverture et/ou d'exposition, le gérant peut également investir sur les instruments financiers intégrant des dérivés.

Toutes les opérations, converties en équivalent sous-jacent à terme, sont effectuées dans la limite globale d'engagement hors bilan d'une fois l'actif de l'OPCVM.

- **Dépôts** : néant

- **Emprunts d'espèces temporaires**: le fonds n'a pas vocation à être emprunteur d'espèces ; toutefois, il pourra temporairement réaliser des opérations d'emprunt d'espèces dans la limite de 10% de son actif net.

- **Surexposition** :

Le fonds n'a pas pour vocation à pratiquer de surexposition.

- **Profil de risque**

Votre argent sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

Le Fonds est exposé principalement à plusieurs facteurs de risque :

(i) Un risque de perte en capital : l'investisseur est averti que son capital n'est pas garanti et peut donc ne pas lui être restitué ;

(ii) Un risque lié à la gestion et à l'allocation d'actifs discrétionnaires : la performance du Fonds dépend à la fois des sociétés choisies par le gérant et à la fois de l'allocation d'actifs faite par ce dernier. Il existe donc un risque que le gérant ne sélectionne pas les titres les plus performants et que l'allocation faite entre les différents marchés ne soit pas optimale ;

(iii) Un risque de taux : le risque de taux correspond au risque lié à une remontée des taux des marchés obligataires, qui provoque une baisse des cours des obligations et par conséquent une baisse de valeur liquidative de l'OPCVM ;

(iv) Un risque de crédit : il s'agit du risque de baisse de la qualité de crédit d'un émetteur privé ou de défaut de ce dernier. La valeur des titres de créance dans lesquels est investi l'OPCVM peut baisser entraînant une baisse de la valeur liquidative ; en outre, l'investissement en titres de notation faible ou inexistante entraîne un risque de crédit accru.

(v) Un risque de baisse des actions et de capitalisation :

Le fonds peut être exposé à un risque de baisse des actions ou des OPCVM actions détenus en portefeuille ; les variations des marchés actions peuvent entraîner des variations importantes de l'actif net pouvant entraîner une baisse de la valeur liquidative du fonds.

En outre sur les marchés de moyennes capitalisations, le volume des titres cotés en bourse est réduit, les mouvements de marchés sont donc plus marqués à la baisse et plus rapides que sur les grandes capitalisations. La valeur liquidative du fonds peut donc baisser rapidement et fortement ;

(vi) Un risque de contrepartie : le Fonds sera exposé au risque de contrepartie résultant de l'utilisation d'instruments financiers à terme conclus avec un établissement de crédit. Le Fonds est donc exposé au risque que cet établissement de crédit ne puisse honorer ses engagements au titre de ces instruments.

Il n'y a pas de risque de change pour les porteurs de parts de la zone euro.

- **Garantie ou protection**

Le FCP ne bénéficie d'aucune garantie ou de protection.

- **Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type**

Souscripteurs concernés : Tous souscripteurs souhaitant effectuer un placement sur des supports financiers utilisant un filtre ISR.

- **Part I** : adaptée aux investisseurs dont la souscription initiale minimum est de 100 000 euros.
- **Part S** : adaptée aux investisseurs dont la souscription initiale minimum est de 5 000 000 d'euros.

Profil du souscripteur type :

Le Fonds est destiné en priorité à des investisseurs qui recherchent, au travers d'un support de placement diversifié utilisant un filtre ISR sur l'ensemble des instruments investissables et flexible dans son allocation d'actifs, un rendement de leur capital supérieur au taux obligataire long terme. La durée de placement recommandée est de 4 ans minimum.

Proportion du patrimoine financier qu'il est raisonnable d'investir dans le Fonds :

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans le Fonds dépend de la situation financière de l'investisseur. Pour le déterminer, l'investisseur doit tenir compte de son patrimoine personnel, de ses besoins actuels et à moyen terme, mais également de son souhait de prendre des risques ou au contraire de privilégier un investissement prudent. Il est fortement recommandé à l'investisseur de diversifier suffisamment ses investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques du Fonds.

- **Modalités de détermination et d'affectation des sommes distribuables**

Capitalisation

- **Fréquence de distribution**

Non applicable, le Fonds procédant à la capitalisation de ses résultats.

- **Caractéristiques des parts ou actions**

Part	Code ISIN	Catégorie	Devise	Valeur liquidative d'origine	Souscriptions et rachats	Montant minimum de souscription initiale	Souscripteurs concernés
Part I	FR0010891226	Capitalisante	EUR	1000 €	En montant ou en millièmes de parts	100 000 €	Tous souscripteurs
Part S	FR0010896555	Capitalisante	EUR	1000 000 €	En montant ou en millièmes de parts	5 000 000 €	Tous souscripteurs

- **Modalités de souscription et de rachat**

Les souscriptions exprimées en montant ou en millièmes de parts ainsi que les rachats exprimés exclusivement en millièmes de parts sont reçus par BNP Paribas Securities Services, et sont centralisés chaque jour de bourse avant 11 heures et sont effectués sur la base de la prochaine valeur liquidative, calculée en J+1, le dénouement intervenant en J+1.

La valeur liquidative est calculée quotidiennement. En cas de fermeture du marché (calendrier de référence : Euronext) et de jours fériés légaux français, la valeur liquidative est alors calculée le jour de bourse précédent.

Elle est disponible auprès de la société de gestion (63 Avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris ; 01 55 27 27 88 ; www.diamantbleugestion.com) et auprès de La Financière Responsable (52 rue de Ponthieu, 75008 Paris : 01 75 77 75 00 ; www.la-financiere-responsable.fr)

- **Informations sur les frais, commissions**

- Commissions de souscription et de rachat

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises à l'OPCVM servent à compenser les frais supportés par l'OPCVM pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion, au commercialisateur.

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Taux, Barème
Commission de souscription non acquise à l'OPCVM	valeur liquidative x nombre de parts	Néant
Commission de souscription acquise à l'OPCVM	valeur liquidative x nombre de parts	Néant
Commission de rachat non acquise à l'OPCVM	valeur liquidative x nombre de parts	Néant
Commission de rachat acquise à l'OPCVM	valeur liquidative x nombre de parts	Néant

- **Frais de fonctionnement et de gestion**

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire.

Aux frais de fonctionnement de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées à l'OPCVM ;
- des commissions de mouvement facturées à l'OPCVM ;
- une part du revenu des opérations d'acquisition et cession temporaires de titres.

Frais facturés au FCP	Assiette	Taux
Frais de gestion financière	Actif net	Part I : 1,20% TTC maximum Part S : 0,95% TTC maximum
Frais administratifs externes à la société de gestion (CAC, dépositaire, distribution)	Actif net	Néant
Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion)	Actif net	0,10% TTC maximum
Commissions de mouvement versées à la société de gestion	Prélèvement sur chaque transaction effectuée pour le compte du FCP	Néant
Commissions de mouvement versées au dépositaire	Prélèvement sur chaque transaction effectuée pour le compte du FCP	Néant
Commission de surperformance	Actif net	Parts I et S: La part variable des frais de gestion représentera 20% TTC maximum de la différence, si elle est positive, entre la performance du Fonds et celle de son indicateur de référence.

Commissions en nature : néant

* La surperformance est calculée en comparant l'évolution de l'actif du Fonds à l'évolution de l'actif d'un fonds de référence réalisant une performance identique à celle de l'indicateur de référence suivant :

30% Eurostoxx50 (dividendes nets réinvestis) + 70% Bloomberg Barclays Euro Agg Corp 1-3 TR)
et enregistrant les mêmes variations de souscriptions et rachats que le Fonds réel.

Une provision ou, le cas échéant, une reprise de provision en cas de sous-performance, est comptabilisée à chaque calcul de la valeur liquidative. La quote-part des frais variables correspondant aux rachats est définitivement acquise à la société de gestion.

La date d'arrêt des frais de gestion variables est fixée à la dernière valeur liquidative du mois de mai. Le prélèvement est effectué annuellement, le premier prélèvement ayant lieu au mois de juin 2011.

Si sur une période de référence donnée, l'évolution de l'actif du Fonds s'avère inférieure à celle de l'actif du Fonds de référence (cf ci-dessus), la période de référence sera prolongée de la durée du nouvel exercice (système dit du High Water Mark).

La gestion des intermédiaires financiers est effectuée en fonction de trois critères : la qualité de la recherche, la qualité de l'exécution et du prix ; la qualité du Back Office pour les opérations de règlement livraison. Pour toute information complémentaire, les porteurs peuvent se reporter au rapport annuel de l'OPCVM.

III - Informations d'ordre commercial

- **Conditions de distribution**

La distribution des parts de l'OPCVM est effectuée par Diamant Bleu Gestion et La Financière Responsable.

Centralisateur : Diamant Bleu Gestion

63 Avenue des Champs Elysées -75008 Paris.

Tel : 33 1 55 27 27 90 Fax : 33 1 55 27 27 94

Mail : cj@diamantbleugestion.com

Adresse des organismes chargés de recevoir les souscriptions et les rachats :

BNP Paribas Securities Services SCA, 3 rue d'Antin – 75002 Paris

- **Diffusion des informations concernant l'OPCVM**

Pour permettre aux souscripteurs de disposer d'une information régulière sur l'évolution du Fonds, Diamant Bleu Gestion et La Financière Responsable mettent à la disposition des investisseurs un rapport mensuel de performance disponible sur demande auprès de la société de gestion ou du délégué, ou sur leur site Internet (www.diamantbleugestion.com et www.la-financiere-responsable.fr).

La **politique de rémunération des collaborateurs de Diamant Bleu Gestion** est élaborée et tenue à jour par ses deux dirigeants. Elle concerne tous les collaborateurs et couvre l'ensemble des rémunérations. Elle respecte les principes auxquels Diamant Bleu Gestion est soumis au titre des agréments reçus et ce d'une manière adaptée à sa taille, son organisation interne ainsi qu'à la nature et la complexité de ses activités. Elle n'encourage pas à la prise de risque. Un descriptif de la politique de rémunération actualisée est disponible sur le site internet www.diamantbleugestion.com. Une version papier sera mise gratuitement à disposition de tout investisseur qui en fera la demande auprès de la société de gestion.

IV - Règles d'investissement

L'OPCVM respectera les règles d'investissement et les ratios réglementaires applicables aux OPCVM investissant au plus 10 % en OPCVM, notamment les critères énoncés par le règlement général de l'AMF.

Modalité de calcul du ratio d'engagement : le fonds applique la méthode du calcul de l'engagement.

V - Règles d'évaluation et de comptabilisation des actifs

L'évaluation au prix du marché de référence est effectuée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

V-1 Règles d'évaluation des actifs

Le calcul de la valeur liquidative de la part est effectué en tenant compte des règles d'évaluation précisées ci-dessous :

- Les valeurs mobilières

Les actions négociées sur un marché réglementé français ou étranger, sont évaluées sur la base du cours de clôture.

Les titres de type obligations et assimilés sont évalués au prix du marché de référence, effectué selon les modalités arrêtées par la société de gestion, sur la base du cours de clôture.

Les valeurs mobilières dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation, ou dont le cours a été corrigé, sont évaluées à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la société de gestion. Ces évaluations et leurs justifications sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.

Les cours étrangers sont convertis en euro selon le cours des devises au jour de l'évaluation.

Toutefois les instruments suivants sont évalués selon les méthodes spécifiques suivantes :

- Les titres de créances négociables à plus de trois mois : les TCN faisant l'objet de transactions significatives sont évalués au prix de marché. Toutefois, en l'absence de transactions significatives, une évaluation de ces titres est effectuée par application d'une méthode actuarielle, utilisant un taux de référence éventuellement majoré d'une marge représentative des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur.
- Les titres de créances négociables à moins de trois mois : les TCN dont la durée de vie résiduelle est inférieure à 3 mois font l'objet d'une évaluation linéaire. Toutefois, en cas de sensibilité particulière de certains titres aux risques de marché, cette méthode sera écartée.
- Les parts ou actions d'OPCVM sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue : les parts ou actions d'OPCVM dont la valeur liquidative est publiée mensuellement peuvent être évaluées sur la base de valeurs liquidatives intermédiaires calculées sur des cours estimés.

- Contrats à terme fermes et conditionnels

Les contrats à terme fermes sont valorisés à la valeur actuelle à partir d'un cours homogène avec le cours retenu pour la valorisation de l'actif sous-jacent.

Les engagements hors-bilan, sont présentés à la valeur de liquidation ou de l'équivalent sous-jacent.

- Contrats de gré à gré

Les contrats d'échange sont valorisés à la valeur actuelle (actualisation des flux futurs) ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Les contrats d'une durée résiduelle inférieure à 3 mois peuvent, en l'absence de sensibilité particulière au risque de marché de ces contrats, ne pas faire l'objet d'évaluation.

Les engagements sur contrat d'échange sont présentés à leur valeur nominale ou, en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

- Acquisitions et cessions temporaires de titres

- *Titres pris en pension* : les titres pris en pension sont évalués sur la base du prix du contrat, par l'application d'une méthode actuarielle utilisant un taux de référence correspondant à la durée du contrat.
- *Titres donnés en pension* : les titres donnés en pension continuent d'être valorisés à leur prix de marché. La dette représentative des titres donnés en pension est calculée selon la même méthode que celle utilisée pour les titres pris en pension.
- *Emprunts de titres* : les titres empruntés ainsi que la dette représentative des titres empruntés sont évalués à la valeur actuelle des titres concernés.
- *Prêts de titres* : la créance est évaluée à la valeur actuelle des titres considérés.

- Valeurs mobilières non négociées sur les marchés réglementés

Les titres qui ne sont pas négociés sur un marché réglementé sont évalués sous la responsabilité de la société de gestion à leur valeur probable de négociation. Les modalités d'évaluation des actifs sont précisées dans l'annexe aux comptes annuels.

V-2 Méthode de comptabilisation

L'organisme s'est conformé aux règles comptables prescrites par la réglementation en vigueur et, notamment, au plan comptable des OPCVM.

Toutes les valeurs mobilières qui composent le portefeuille ont été comptabilisées au coût historique, frais exclus. Les revenus sont enregistrés en coupon encaissé.



Diamant Bleu Responsable

FR0010891226 Part I
FR0010896555 Part S

Règlement

Le règlement expose l'ensemble des règles applicables à la gestion administrative de l'OPCVM : émission et rachat des parts, modalités d'affectation des revenus, fonctionnement, fusion, liquidation, contestations.

BNP Paribas Securities Services 3, rue d'Antin 75002 PARIS R.C.S. PARIS : 552 108 011	Diamant Bleu Gestion 63 Avenue des Champs-Élysées 75008 Paris RCS PARIS : 514 728 575
--	--

REGLEMENT DU FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Diamant Bleu Responsable

TITRE I

ACTIF ET PARTS

ARTICLE 1 - Parts de copropriété

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspondant à une même fraction de l'actif du Fonds. Chaque porteur de part dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du Fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du Fonds est de 99 ans à compter de sa constitution sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

Les parts pourront être divisées, regroupées ou fractionnées sur décision du Conseil d'Administration de la société de gestion ou de son Président, en dixièmes, ou centièmes, ou millièmes, ou dix-millièmes dénommées fractions de parts.

Les dispositions du règlement réglant l'émission et le rachat de parts sont applicables aux fractions de parts dont la valeur sera toujours proportionnelle à celle de la part qu'elles représentent. Toutes les autres dispositions du règlement relatives aux parts s'appliquent aux fractions de parts sans qu'il soit nécessaire de le spécifier, sauf lorsqu'il en est disposé autrement.

Le Conseil d'Administration de la société de gestion ou son Président peut, sur ses seules décisions, procéder à la division des parts par la création de parts nouvelles qui sont attribuées aux porteurs en échange des parts anciennes.

ARTICLE 2 - Montant minimal de l'actif

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif du FCP devient inférieur à 300 000 euros; lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieur à ce montant, la société de gestion prend les dispositions nécessaires afin de procéder à la liquidation de l'OPCVM concerné, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 411-16 du règlement général de l'AMF (mutation de l'OPCVM).

ARTICLE 3 - Émission et rachat des parts

Les rachats et les souscriptions sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus simplifié et la note détaillée.

Le prix d'émission peut être augmenté d'une commission de souscription, le prix de rachat peut être diminué d'une commission de rachat dont les taux et l'affectation figurent sur le prospectus.

Les parts de Fonds Communs de Placement peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport de valeurs mobilières. La société de gestion a le droit de refuser les valeurs proposées et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la

souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire, sauf en cas de liquidation du Fonds lorsque les porteurs de parts ont signifié leur accord pour être remboursés en titres. Ils sont réglés par le dépositaire dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le Fonds, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilée à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus.

ARTICLE 4 - Calcul de la valeur liquidative

Le calcul de la valeur liquidative des parts est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans la note détaillée du prospectus complet.

TITRE II

FONCTIONNEMENT DU FONDS

ARTICLE 5 - La société de gestion

La gestion du Fonds est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour le Fonds.

La société de gestion agit en toutes circonstances pour le compte des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le Fonds.

ARTICLE 5 bis - Règles de fonctionnement

Les instruments éligibles à l'actif du Fonds ainsi que les règles d'investissement sont décrits dans la note détaillée du prospectus complet.

ARTICLE 6 - Le dépositaire

Le dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement par la société de gestion confiées. Il doit notamment s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion de portefeuille. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la société de gestion, il en informe l'Autorité des marchés financiers.

ARTICLE 7 - Le Commissaire aux comptes

Un commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des marchés financiers, par l'organe de gouvernance de la société de gestion.

Il certifie la régularité et la sincérité des comptes.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Le commissaire aux comptes est tenu de signaler dans les meilleurs délais à l'Autorité des marchés financiers tout fait ou toute décision concernant l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission, de nature :

- 1° A constituer une violation des dispositions législatives ou réglementaires applicables à cet organisme et susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine ;
- 2° A porter atteinte aux conditions ou à la continuité de son exploitation ;
- 3° A entraîner l'émission de réserves ou le refus de la certification des comptes.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport en nature sous sa responsabilité.

Il contrôle la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

ARTICLE 8 - Les comptes et le rapport de gestion

A la clôture de chaque exercice, la société de gestion établit les documents de synthèse, et établit un rapport sur la gestion du Fonds pendant l'exercice écoulé.

L'inventaire est certifié par le dépositaire et l'ensemble des documents ci-dessus est contrôlé par le Commissaire aux comptes.

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition chez la société de gestion ou chez le dépositaire.

TITRE III

MODALITES D'AFFECTATION DES REVENUS

ARTICLE 9 – Sommes distribuables

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du Fonds majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les sommes distribuables sont égales au résultat net de l'exercice augmenté des reports à nouveau et majoré ou diminué du solde des comptes de régularisation des revenus afférents à l'exercice clos.

Les sommes distribuables sont intégralement capitalisées chaque année à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

TITRE IV

FUSION - SCISSION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 10 - Fusion - Scission

La société de gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le Fonds à un autre OPCVM, soit scinder le Fonds en deux ou plusieurs autres Fonds Communs dont elle assurera la gestion.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'un mois après que les porteurs en ont été avisés. Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

ARTICLE 11 - Dissolution - Prorogation

Si les actifs du Fonds demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la société de gestion en informe l'Autorité des Marchés Financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre Fonds Commun de Placement, à la dissolution du Fonds.

La société de gestion peut dissoudre par anticipation le Fonds ; elle informe les porteurs de parts de sa décision et, à partir de cette date, les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.

La société de gestion procède également à la dissolution du Fonds en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, lorsque aucun autre dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du Fonds, si celle-ci n'a pas été prorogée.

La société de gestion informe l'Autorité des Marchés Financiers par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des Marchés Financiers le rapport du Commissaire aux comptes.

La prorogation d'un Fonds peut être décidée par la société de gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour le Fonds et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des Marchés Financiers.

ARTICLE 12 - Liquidation

En cas de dissolution, le dépositaire ou la société de gestion, est chargé des opérations de liquidation. Ils sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le Commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

TITRE V

CONTESTATION

ARTICLE 13 - Compétence - Élection de Domicile

Toutes contestations relatives au Fonds qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.